

CPI PROPERTY GROUP

Société Anonyme
40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg
R.C.S. LUXEMBOURG B 102254
(THE "**COMPANY**")

**DRAFT RESOLUTIONS PROPOSED TO
THE COMPANY'S EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
TO BE HELD ON 24 APRIL 2019**

Dear Shareholders,

Please find below draft resolutions that will be proposed to the Shareholders at the Extraordinary General Meeting of the Shareholders of the Company (the "**Meeting**") to be held at the registered office of the Company, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, on **24 April 2019 at 10:30 CET**, to discuss and to vote on the agenda (the "**Agenda**") indicated below.

The Agenda of the Meeting is the following:

AGENDA

1. Decision to fully restate the articles of association of the Company, without amending the corporate object and the authorized capital of the Company, to comply with and reflect recent changes in the Luxembourg corporate laws, in particular changes in the LCA¹.

PROPOSED RESOLUTIONS

1. Decision to fully restate the articles of association of the Company, without amending the corporate object and the authorized capital of the Company, to comply with and reflect recent changes in the Luxembourg corporate laws, in particular changes in the LCA.

Proposed resolution:

The Meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company, without amending the corporate object and the authorized capital of the Company, to comply with and reflect recent changes in the Luxembourg corporate laws, in particular changes in the LCA, so that the articles of association of the Company shall now read as follows:

[Restated version of the articles follows on the next page]

¹ Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended from time to time (the "**LCA**")

CPI PROPERTY GROUP
R.C.S. Luxembourg No. B 102.254 Société anonyme
Siège social : 40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg

STATUTS COORDONNES à la date du [24 avril 2019]



Dénomination - Siège - Durée- Objet- Capital

ARTICLE 1: Il existe une société anonyme sous la dénomination de "**CPI PROPERTY GROUP**" (la "**Société**").

ARTICLE 2: Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-Ville. Le siège social peut être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration ou de l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil d'Administration est autorisé à modifier les présents statuts pour tenir compte du changement de siège social effectué conformément à cet article 2, et à procéder aux formalités éventuellement requises par la loi luxembourgeoise.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

ARTICLE 3 : La durée de la Société est illimitée.

ARTICLE 4: La Société a pour objet l'investissement en matière immobilière, tels que l'achat, la vente, la construction, la mise en valeur, la gérance et la location d'Immeubles ainsi que la promotion immobilière, par elle-même ou par l'intermédiaire de ses filiales.

De même, son activité pourra consister en des investissements en matière hôtelière, tels que l'achat, la vente, la construction, la mise en valeur, la gérance et l'exploitation d'hôtels par elle-même ou par l'intermédiaire de ses filiales.

La Société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.



La Société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

ARTICLE 5:

5.1. Capital Social Emis:

Le capital social est fixé à neuf cent un millions trois cent quatre-vingt-six mille huit cent soixante-cinq euros et quatre-vingt centimes d'euros (901.386.865,80 EUR) représenté par neuf milliards treize millions huit cent soixante-huit mille six cent cinquante-huit (9.013.868.658) actions ordinaires ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR), et zéro (0) actions sans droit de vote, ayant chacune une valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10 EUR) (les "**actions sans droit de vote**", ensemble avec les actions ordinaires, les "**actions**").

Les actions sans droit de vote (i) donnent droit de recevoir, sur les bénéfices nets de la Société, un dividende préférentiel par action sans droit de vote s'élevant à six virgule neuf pourcent (6,90 %) du prix de souscription de l'action sans droit de vote, le reste de ces bénéfices nets étant partagé entre toutes les actions émises par la Société (les actions sans droit de vote exclues), (ii) portent un droit de remboursement de l'apport (y compris tout premium versé) correspondant aux actions sans droit de vote à titre préférentiel sur les produits nets de la liquidation, et (iii) donnent droit de recevoir un dividende de liquidation préférentiel s'élevant à six virgule neuf pourcent (6,90 %) de la valeur nominale des actions sans droit de vote en cas de dissolution et de liquidation de la Société.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative. Les actions sans droit de vote peuvent être converties en actions ordinaires, conformément à la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "**LSC**").

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "**Compte de Prime d'Emission**") sur lequel sera versée toute prime d'émission payée pour toute action. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par l'Assemblée Générale des actionnaires, sous réserve de la LSC et des présents statuts.



La Société peut, sans limite, accepter des capitaux ou d'autres apports sans émettre de nouvelles actions ou d'autres titres en contrepartie de ces apports et peut les créditer à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes doivent être prises par l'Assemblée Générale des actionnaires sous réserve de la LSC et des présents statuts. Afin d'éviter tout doute, une telle décision peut, mais n'a pas besoin, d'allouer tout montant apporté à l'apporteur.

5.2. Capital autorisé:

En plus du capital émis et souscrit de la Société de neuf cent soixante-treize millions huit cent soixante-douze mille deux cent soixante et un euros (973.872.261,- EUR), la Société dispose également d'un capital social autorisé, mais non émis et non souscrit, fixé à quatre milliards neuf cent soixante-quinze millions d'euros (4.975.000.000,- EUR) comprenant un maximum de trente-neuf milliards sept cent cinquante millions (39.750.000.000) de nouvelles actions ordinaires et d'un maximum de dix milliards (10.000.000.000) de nouvelles actions sans droit de vote en plus des actions actuellement en circulation (le "**Capital Autorisé**").

Le Conseil d'Administration est autorisé et habilité dans les limites du Capital Autorisé à (i) réaliser toute augmentation du capital social ou des capitaux propres de la Société avec ou sans l'émission de nouvelles actions, étant entendu que le Conseil d'Administration est autorisé à émettre de telles nouvelles actions (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) en une ou plusieurs émissions et (ii) émettre des obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables en nouvelles actions (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) et d'émettre de nouvelles actions suite à la conversion ou l'exercice des instruments mentionnés ci-dessus, étant entendu que (a) si de tels instruments sont émis avant ou pendant la période indiquée dans le paragraphe ci-dessous, les nouvelles actions (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) émises lors de la conversion ou de l'exercice de tels instruments peuvent être émises après l'expiration de ladite période et (b) le Conseil d'Administration est autorisé à émettre de nouvelles actions (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) en une ou plusieurs émissions. A toutes fins utiles, toute augmentation de capital ou de capitaux propres de la Société, ainsi que toute émission d'obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou autres instruments convertibles, échangeables ou exerçables en nouvelles actions décidée par le Conseil d'Administration avant le 1^{er} mars 2018 dans le cadre de l'ancien capital autorisé de la Société mais non réalisée, convertie ou exercée à cette date demeure



valablement approuvée et peut être réalisée, émise, convertie ou exercée en vertu de ce nouveau Capital Autorisé.

Cette autorisation conférée au Conseil d'Administration prendra fin cinq (5) ans après la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 1^{er} mars 2018 et peut être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables, étant entendu que le Conseil d'Administration peut procéder à une augmentation de capital ou à l'émission des instruments mentionnés ci-dessus à compter de la date de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 1^{er} mars 2018.

Les actions nouvelles (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) et les instruments devant être émis conformément aux dispositions précitées peuvent être libérés par apport en numéraire ou en nature, par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices non répartis, y compris dans les trois derniers cas au bénéfice de nouveaux actionnaires. Les actions nouvelles (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) à émettre conformément aux dispositions du présent article 5 peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, étant entendu que (i) ces actions ne doivent pas être émises à un prix inférieur au pair comptable et (ii) si la contrepartie payable à la Société pour ces actions nouvellement émises excède leur pair comptable, l'excédent doit être traité comme prime d'émission à l'égard de ces actions dans les comptes de la Société.

Le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre ces nouvelles actions (soit des actions ordinaires soit des actions sans droit de vote) et, le cas échéant, les instruments devant être émis conformément aux dispositions du présent article 5 sans réserver (c'est-à-dire en annulant ou en limitant) aux actionnaires existants le droit préférentiel de souscrire à de telles actions et de tels instruments.

Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les modalités et les conditions de la souscription et du paiement des nouvelles actions (mentionnées dans le présent article 5) et, si applicable, la durée, l'amortissement, les autres titres (y compris le remboursement anticipé), les taux d'intérêt, les taux de conversion et taux de change des instruments précités (mentionnés dans le présent article 5) ainsi que toutes les autres modalités et conditions de ces instruments incluant notamment leur souscription, émission et paiement.



Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article 5 des présents Statuts afin d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation au titre du présent article. Le Conseil d'Administration est habilité à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication d'une telle modification conformément à la LSC. En outre, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions, conversions ou échanges et recevoir les paiements pour les actions, obligations, certificats d'actions privilégiées, warrants, options ou instruments et de faire tout ce qui est nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts dans le but d'enregistrer la modification du capital social émis et autorisé suite à toute augmentation conformément au présent article.

5.3. Rachat de ses propres actions:

La Société peut acquérir ses propres actions, soit directement, soit par une société dans laquelle la Société détient directement la majorité des droits de vote, ou par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de la Société, sous réserve des conditions de la LSC.

5.4. Parts bénéficiaires:

La Société a émis zéro (0) parts bénéficiaires sans aucun droit de vote, étant uniquement sous forme nominative, chaque part bénéficiaire donnant droit à son porteur de recevoir un dividende, sous réserve de l'existence de sommes distribuables au niveau de la Société au sens de la LSC et de la décision de l'assemblée générale des actionnaires de procéder à une distribution de dividendes aux porteurs de parts bénéficiaires par part bénéficiaire s'élevant à six virgule neuf pourcent (6,90%) du prix d'émission de chacune des parts bénéficiaires par exercice fiscal de la Société (les

"parts bénéficiaires"). Les parts bénéficiaires ne font pas partie du capital social de la Société.

Le Conseil d'Administration est autorisé à créer et à émettre jusqu'à dix milliards (10.000.000.000) de parts bénéficiaires sans aucun droit de vote, devant être libérées par apport en numéraire, en nature ou en industrie. Le Conseil d'Administration détient tous pouvoirs pour ensuite déterminer et présenter leur documentation d'émission respective.

Le Conseil d'Administration est autorisé à faire tout ce qui est nécessaire pour modifier cet article 5.4 des présents Statuts afin d'enregistrer la modification des parts bénéficiaires émises suite à toute émission au titre du présent article. Le Conseil d'Administration est habilité à prendre ou autoriser les mesures requises en vue de l'exécution et de la publication d'une telle



modification conformément à la LSC. En outre, le Conseil d'Administration peut déléguer à toute personne dûment autorisée, les fonctions d'accepter les souscriptions et recevoir les paiements pour les parts bénéficiaires, et de faire tout ce qui est nécessaire pour modifier l'article 5 des présents Statuts dans le but d'enregistrer la modification des parts bénéficiaires suite à toute émission conformément au présent article

Administration - Surveillance

ARTICLE 6: La Société est gérée par un conseil d'administration (le "Conseil d'Administration" ou le "Conseil") désigné en tant qu'organe collégial par l'assemblée générale des actionnaires en conformité avec les dispositions exposées ci-après. Les membres du Conseil d'Administration (chacun un "Administrateur" ou un "Membre du Conseil") peuvent mais ne doivent pas être actionnaires.

Le Conseil d'Administration sera composé d'un nombre de membres déterminé par l'assemblée générale des actionnaires, et comptera au moins trois (3) membres.

Les Administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période de maximum six (6) années. Tout Administrateur peut être révoqué avec ou sans cause (ad nutum) par une assemblée générale des actionnaires votant à la simple majorité des voix exprimées.

Les Administrateurs sont rééligibles. En cas de vacance d'un poste d'un Administrateur pour cause de décès, retraite ou autre, les Administrateurs restants peuvent procéder à la cooptation d'un nouvel Administrateur en remplacement de ce poste vacant.

ARTICLE 7: Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

ARTICLE 8: Le Conseil d'Administration peut élire, lors de chacune de ses réunions, un de ses membres pour présider cette réunion du Conseil.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent être convoquées par tout Administrateur. Le Conseil d'Administration peut valablement délibérer et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Administrateurs ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.



Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si la majorité des Administrateurs est présente ou représentée, une procuration entre Administrateurs, qui peut être donnée par lettre, télégramme, telex, telefax, courriel, signature électronique ou tout autre moyen sécurisé, étant permise. En cas d'urgence, les Administrateurs peuvent voter par lettre, télégramme, telex, telefax, courriel, signature électronique ou tout autre moyen sécurisé.

Les résolutions requièrent un vote majoritaire. En cas d'égalité des votes, le président de la réunion (si désigné) aura un second vote ou un vote prépondérant.

Des résolutions signées par tous les membres du Conseil d'Administration sont autant valables et effectives que celles adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue.

Un Administrateur ou son représentant peut valablement participer à une réunion du Conseil par vidéoconférence ou moyens de télécommunication permettant l'identification de chaque Administrateur participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques qui assurent une participation efficace à la réunion permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre l'un l'autre sur une base continue et permettant une participation efficace de ces personnes à la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion et sera comptée dans le quorum et autorisée à voter. Toutes les activités traitées de cette façon par les Administrateurs seront, pour les besoins des présents statuts, réputées valablement et effectivement traitées durant une réunion du Conseil, en dépit d'un nombre d'administrateurs (ou de leurs représentants) présents physiquement au même endroit inférieur au nombre d'administrateurs requis pour constituer un quorum. Une réunion tenue de cette manière est réputée avoir eu lieu au siège social de la Société.

Les procès-verbaux d'une réunion du Conseil seront signés et des extraits des procès-verbaux d'une réunion du Conseil pourront être certifiés par tout Administrateur présent à la réunion.

ARTICLE 9: Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion au jour le jour et la représentation de la société à cet égard à un ou plusieurs administrateurs, administrateurs sociaux, directeurs généraux délégués, directeurs généraux, gérants ou autres agents ; ils n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Le(s) premier(s) directeur-gérant(s) peuvent toutefois être nommés par l'assemblée générale des actionnaires.



ARTICLE 10: La Société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle d'un délégué du conseil.

ARTICLE 11: La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables ad nutum et par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité simple. Ces commissaires ne sont pas requis dans le cas où un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Ces réviseur(s) d'entreprises agréé(s) ne peuvent être révoqués valablement que pour un motif valable conformément avec la loi luxembourgeoise ou avec leur consentement.

Année sociale -Assemblée générale

ARTICLE 12: L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 13:

13.1 L'assemblée générale des actionnaires (l'"**Assemblée Générale**") a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes présentant un intérêt pour la Société.

Toute Assemblée Générale des actionnaires sera présidée par un président, qui sera nommé par le Conseil d'Administration de la Société.

Les nominations dans les Assemblées Générales sont décidées et les décisions sont prises conformément aux règles ordinaires régissant les débats de assemblées ; les procès-verbaux des assemblées doivent être signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui peuvent en faire la demande ; les copies destinées à l'émission à des tiers doivent être certifiées conformes à l'original dans le cas où les délibérations de l'assemblée ont été établies par acte notarié, par le notaire conservant les procès- verbaux en question, sinon par le président de l'Assemblée Générale, ces personnes étant responsables de tout dommage qui pourrait résulter de leur certificat.

13.2 Le Conseil d'administration ainsi que les commissaires aux comptes peuvent convoquer toute Assemblée Générale. Ils seront obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans un délai d'un mois si les actionnaires représentant un dixième du capital social le demandent par écrit avec indication de l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent du capital social a le droit de (i) mettre un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale et (ii)



présenter des projets de résolutions pour les points inclus ou à inclure dans l'ordre du jour d'une Assemblée Générale. Ces demandes doivent:

- être par écrit et envoyées à la Société par courrier postal ou électronique à l'adresse indiquée dans l'avis de convocation (tel que défini ci-dessous) et être accompagnées d'une justification ou d'un projet de résolution devant être adopté lors de l'Assemblée Générale;
- inclure l'adresse postale ou électronique à laquelle la Société peut accuser réception des demandes;
- être reçues par la Société au moins vingt-deux (22) jours avant la date de l'Assemblée Générale concernée.

La Société accuse réception des demandes mentionnées ci-dessus dans les quarante-huit (48) heures suivant la réception. La Société doit préparer un ordre du jour modifié, incluant ces points supplémentaires au ou avant le quinzième (15^{ème}) jour précédant la date de l'Assemblée Générale concernée.

Les avis de convocation pour chaque Assemblée Générale (l'«Avis de convocation») doivent être publiés au moins trente (30) jours avant la date de l'Assemblée Générale dans:

- le journal officiel luxembourgeois (*Recueil électronique des sociétés et associations*) (le "**Journal officiel**") et dans un journal luxembourgeois, et - dans des médias dont on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils assurent une diffusion efficace des informations au public dans l'ensemble de l'Espace Economique Européen, et qui sont accessibles rapidement et sur une base non discriminatoire ("**Publication EEE**").

Si le quorum requis pour l'Assemblée Générale n'est pas rempli à la date de la première Assemblée Générale convoquée, une autre assemblée peut être convoquée par publication de l'Avis de Convocation dans le Journal officiel, un journal luxembourgeois et une Publication EEE, dix-sept (17) jours avant la date de l'assemblée convoquée à nouveau à condition que (i) la première Assemblée Générale ait été dûment convoquée conformément aux dispositions ci-dessus, et (ii) qu'aucun nouveau point ait été ajouté à l'ordre du jour.

L'Avis de Convocation est envoyé dans les trente (30) jours, ou dix-sept (17) jours, selon les cas, mentionnés ci-dessus, aux actionnaires inscrits, aux membres du Conseil et aux réviseurs d'entreprises agréés (les "**Destinataires**"). Cette communication doit être envoyée par lettre aux Destinataires, à moins que les Destinataires (ou l'un quelconque d'entre eux) aient expressément et par écrit accepté de recevoir la communication par d'autres moyens, dans ce



cas, de tel(s) Destinataire(s) peu(ven)t recevoir la convocation par de tels autres moyens de communication.

Lorsque toutes les actions sont sous forme nominative et représentent la totalité du capital, l'Avis de Convocation peut être envoyé que par lettres recommandées envoyées aux Destinataires, à moins que les Destinataires (ou l'un quelconque d'entre eux) aient expressément et par écrit accepté de recevoir la communication par d'autres moyens, dans ce cas, de tel(s) Destinataire(s) peu(ven)t recevoir la convocation par de tels autres moyens de communication.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale peut être tenue sans convocation préalable.

13.3 Pour une période continue à compter de la date de publication de l'Avis de Convocation de l'Assemblée Générale et incluant la date de l'Assemblée Générale, la Société doit mettre à la disposition de ses actionnaires sur son site Internet les informations suivantes:

- L'Avis de Convocation;
- Le nombre total d'actions et des droits de vote à la date de l'Avis de Convocation incluant des totaux distincts pour chaque catégorie d'actions, lorsque le capital de la Société est divisé en deux ou plusieurs catégories d'actions;
- Les documents qui seront présentés à l'Assemblée Générale;
- Les projets de résolutions de l'Assemblée générale ou s'il n'y a pas de telles résolutions en proposition en vue d'être adoptées, un commentaire d'un membre du Conseil pour chaque point de l'ordre du jour proposé de l'assemblée générale. Tout projet de résolution(s) présenté par l'(es) actionnaire(s) doit être ajouté au site Web dès que possible après réception par la Société, et
- Les formulaires à utiliser pour voter par procuration et voter par correspondance, à moins que ces formulaires soient envoyés directement à chaque actionnaire. Lorsque les formulaires ne peuvent pas être mis à la disposition sur le site pour des raisons techniques, la Société doit indiquer sur son site internet la façon dont les formulaires peuvent être obtenus sur papier. Dans ce cas, la Société sera tenue d'envoyer les formulaires par voie postale et gratuitement à tout actionnaire qui en fait la demande.

13.4 Nonobstant toute disposition contraire dans les statuts de la Société, tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal au nombre



d'actions détenues par lui, sans limitation, étant cependant entendu que les porteurs des actions sans droit de vote ne peuvent voter que dans des cas spécifiques prévus par la LSC. Mis à part les cas où ces derniers ont un droit de vote, les actions sans droit de vote ne sont pas prises en compte pour le calcul des conditions de quorum et de majorité aux Assemblées Générales. Chaque action donne droit à un (1) vote.

A l'exception de ce qui est requis par la loi ou par les présents statuts, les résolutions des Assemblées Générales dûment convoquées seront prises à la majorité simple des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, sans exigence de quorum. A toutes fins utiles, les suffrages exprimés ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Chaque actionnaire a le droit de poser des questions liées aux points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale. La Société doit répondre aux questions qui lui sont posées par les actionnaires soumis à des mesures qu'elle pourrait prendre pour assurer l'identification des actionnaires, le bon déroulement des assemblées générales et leur préparation, la protection de la confidentialité et des intérêts commerciaux de la Société. La Société peut fournir une seule réponse globale aux questions ayant le même contenu. Lorsque l'information pertinente est disponible sur le site internet de la Société sous la forme de question/réponse, la Société sera réputée avoir répondu aux questions posées en se référant au site internet.

Les actionnaires ont également, lors de la publication de l'Avis de Convocation, la faculté de poser des questions par écrit relatives aux points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, qui seront répondues au cours de l'Assemblée Générale. Ces questions peuvent être adressées à la Société par voie électronique à l'adresse Internet indiquée dans l'Avis de Convocation à l'Assemblée Générale. Toutes les questions doivent être reçues par la Société au plus tard le jour précédant le cinquième jour ouvrable (Se) avant l'Assemblée Générale.

13.5 Nonobstant toute disposition contraire, tout actionnaire peut conformément aux règles statutaires voter en personne ou par voie de mandataire. Un actionnaire peut agir lors de toute Assemblée Générale en nommant toute autre personne physique ou morale qui ne doit pas être un actionnaire comme son mandataire par écrit soit en original, ou par fax, ou par email auquel une signature électronique (qui est valable en droit luxembourgeois) est attachée.

Une telle procuration jouit des mêmes droits de parole et de poser des questions lors de l'Assemblée Générale que ceux dont l'actionnaire ainsi représenté aurait droit. Toutes les procurations doivent être reçues par la Société au plus tard le jour précédant le cinquième jour



ouvrable (5e) avant l'Assemblée Générale à moins que le Conseil d'Administration fixe un délai plus court. Une personne agissant en tant que mandataire peut représenter plus d'un actionnaire. Le mandataire désigné doit agir en conformité avec l'article 8 de la loi du 24 mai 2011 sur l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales des sociétés cotées.

13.6 Tout actionnaire peut également émettre son vote par correspondance lors de toute Assemblée Générale par le biais d'un formulaire de vote (le "**Formulaire de Vote**") à renvoyer à la Société par voie postale ou par voie électronique. Le Conseil d'Administration prend toutes les mesures nécessaires pour contrôler la qualité d'actionnaire et de l'identification des actionnaires.

Le Formulaire de Vote doit contenir au moins les informations suivantes:

- indiquer précisément le nom ou la dénomination sociale de l'actionnaire, ainsi que son adresse personnelle ou l'adresse de son siège social;
- indiquer le nombre de votes que l'actionnaire souhaiterait exercer lors de l'Assemblée Générale, ainsi que la direction d'un tel vote ou l'abstention;
- indiquer la forme des actions détenues par l'actionnaire dans la Société;
- contenir l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ainsi que les projets de résolutions de cette Assemblée Générale;
- indiquer la date limite à laquelle le Formulaire de Vote doit être retourné à la Société;
- contenir la signature de l'actionnaire, soit en original ou sous forme électronique conforme aux exigences du droit luxembourgeois.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toute autre information qui doit être contenue dans le Formulaire de Vote.

Les Formulaires de Vote qui indiquent la direction ni d'un vote, ni une abstention, sont nuls. Dans le cas où des modifications sont apportées au cours de l'Assemblée Générale sur les résolutions proposées pour lesquelles un vote a été exprimé dans le Formulaire de Vote, le vote devra être considéré comme nul.

Pour le calcul du quorum, seuls doivent être pris en compte les Formulaires de Vote qui ont été reçus par la Société au plus tard le jour précédant le cinquième jour ouvrable (5e) avant l'Assemblée Générale à moins que le Conseil d'Administration fixe un délai plus court.

13.7 Les droits d'un actionnaire de participer à une Assemblée Générale et de voter



au titre de n'importe laquelle de ses actions ne sont soumis à aucune exigence que ses actions soient déposées auprès de, ou transférées à, ou enregistrées au nom d'une autre personne physique ou morale devant l'Assemblée Générale.

Les droits d'un actionnaire de vendre ou autrement transférer ses actions durant la période comprise entre la Date d'Enregistrement (telle que définie ci-dessous) et l'Assemblée Générale à laquelle elle s'applique ne sont soumis à aucune restriction auxquelles ils ne sont pas soumis à d'autres moments.

Le droit d'un actionnaire de participer à une Assemblée Générale et l'exercice des droits de vote attachés à ses actions sont déterminées par référence au nombre d'actions détenues par cet actionnaire à minuit (00:00) le jour tombant quatorze (14) jours avant la date de l'Assemblée Générale (la "**Date d'Enregistrement**"). Chaque actionnaire doit, au plus tard à la Date d'Enregistrement, indiquer à la Société son intention de participer à l'Assemblée Générale. La Société détermine la manière dont cette déclaration est faite. Pour chaque actionnaire qui indique son intention de participer à l'Assemblée Générale, la Société enregistre son nom ou dénomination sociale et son adresse ou siège social, le nombre d'actions détenues par lui à la Date d'Enregistrement et une description des documents établissant la détention d'actions à cette date.

La preuve de la qualité d'actionnaire peut être seulement soumise à des exigences qui sont nécessaires afin d'assurer l'identification des actionnaires et uniquement dans la mesure où elles sont proportionnées à la réalisation de cet objectif. Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions qui doivent être remplies par les actionnaires pour qu'ils puissent prendre part à toute Assemblée Générale en personne ou par procuration ou par correspondance.

13.8 Le Conseil d'Administration est habilité à reporter immédiatement l'Assemblée Générale pour une période de quatre semaines. Il devra, dans tous les cas, le faire à chaque fois que cela est demandé par les actionnaires détenant au moins un dixième du capital social. Ce report, qui s'applique également à une Assemblée Générale convoquée en vue de modifier les statuts, doit annuler toute décision prise. La deuxième réunion doit être habilitée à décider au final à la condition que, dans le cas d'une modification des statuts, les conditions de quorum requis par l'article 13.10 des statuts de la Société soient dûment remplies.

Dans le cas où l'Assemblée Générale Ordinaire dont le report a été décidé a été convoquée à la même date que l'Assemblée Générale appelée à modifier les statuts de la Société, et que cette



dernière ne parvient pas à atteindre un quorum, le report de la première réunion peut être reporté à une date qui est suffisamment loin dans le temps pour permettre la convocation des deux réunions à nouveau, à la même date, même si la période d'ajournement ne peut excéder six semaines.

L'exercice du droit de vote rattaché à une action sur laquelle les paiements n'ont pas été faits doit être suspendu aussi longtemps que ces versements, appelés et payables sur une base régulière, n'ont pas été effectués.

13.9 Dans les quinze (15) jours suivant la date de l'Assemblée Générale, la Société devra publier sur son site internet les résultats des votes passés lors de l'Assemblée Générale, y compris le nombre d'actions pour lesquels des votes ont été valablement exprimés et la proportion du capital représenté par ces votes valablement exprimés, le nombre total de suffrages valablement exprimés, le nombre de voix exprimées pour et contre chaque résolution et, le cas échéant, le nombre d'abstentions.

Sauf stipulation contraire de la loi et sauf exceptions énoncées dans les présents statuts, les dispositions de cet article 13.9 s'appliquent à toute Assemblée Générale des actionnaires de la Société, y compris notamment toute Assemblée Générale annuelle ou Assemblée Générale Extraordinaire.

13.10 L'assemblée générale extraordinaire, débattant comme défini ci-dessous, peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions (l'"**Assemblée Générale Extraordinaire**"). L'Augmentation des engagements des actionnaires ne peut toutefois être décidé, qu'avec l'approbation unanime des actionnaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et si l'ordre du jour de l'assemblée comprend les modifications statutaires envisagées, et, le cas échéant le libellé de celles portant sur l'objet social ou la forme juridique de la Société. Dans le cas où la première des conditions ci-dessus n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée conformément aux dispositions de l'article 13.2 ci-dessus à condition que (i) la première Assemblée Générale Extraordinaire ait été dûment convoquée conformément aux dispositions de l'article 13 et que (ii) l'ordre du jour pour l'assemblée convoquée à nouveau ne comprenne pas tout élément nouveau. Cet Avis de Convocation doit donner l'ordre du jour de l'assemblée convoquée à nouveau, ainsi que la date et l'issue de l'assemblée précédente. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit la part de capital social qui y est représenté. Lors des deux assemblées, les résolutions, pour



être adoptées, doivent être portées par une majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Les suffrages exprimés ne comprennent pas les voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

ARTICLE 14: Un actionnaire qui acquiert ou cède des actions de la Société avise la Société de la proportion de droits de vote détenus à la suite de l'acquisition ou de la cession pertinente, lorsque ce pourcentage atteint, dépasse ou descend en dessous des seuils de 5 %, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50% et 66 2/3% dans les délais imposés par la loi du 11 Janvier 2008 sur les exigences de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, telle que modifiée, (la "**Loi Transparence**"). En cas de défaut de la notification par l'actionnaire de la Société, l'exercice des droits de vote relatifs aux actions excédant la fraction qui aurait dû être notifiée en vertu de la Loi Transparence de la Société est suspendu. La suspension de l'exercice des droits de vote est levée au moment où l'actionnaire fait la notification prévue par la Loi Transparence.

Aux fins de la notification mentionnée ci-dessus, les droits de vote sont calculés sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote, même si l'exercice de ces droits de vote est suspendu.

ARTICLE 15: L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

ARTICLE 16: L'Assemblée Générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

ARTICLE 17: L'Assemblée Générale annuelle devra se réunir à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation concerné.

ARTICLE 18: La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Suit la version anglaise du texte qui précède :

Denomination - Registered office - Duration – Object - Capital



ARTICLE 1: There is hereby formed a public limited liability company (*société anonyme*) under the name of "CPI PROPERTY GROUP" (the “**Company**”).

ARTICLE 2: The registered office is established in the municipality of the City of Luxembourg. The registered office may be transferred to any place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the Board of Directors or of the general meeting of shareholders. The Board of Directors is authorised to amend these articles of association to reflect the change of registered office pursuant to this article 2, and to proceed to such formalities as may be required under Luxembourg law.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

ARTICLE 3: The corporation is established for an unlimited period.

ARTICLE 4: The object of the corporation is the investment in real estate, thus as the purchase, the sale, the construction, the exploitation, the administration and the letting of real estate as well as the property development, for its own account or through the intermediary of its affiliated companies.

It may also make investments related to hotels, thus as the purchase, the sale, the construction, the exploitation, the administration and the letting of hotels, for its own account or through the intermediary of its affiliated companies.

The corporation has also for object the taking of participating interests, in whatsoever form in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies in which it has a participation or in which it has a direct or indirect interest.



The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

ARTICLE 5:

5.1. Issued Share Capital:

The corporate capital is fixed at nine hundred one million three hundred eighty-six thousand eight hundred sixty-five Euro and eighty Eurocents (EUR 901,386,865.80), represented by nine billion thirteen million eight hundred sixty eight thousand six hundred fifty eight (9,013,868,658) ordinary shares having a par value of ten eurocents (EUR 0.10) each, and zero (0) non-voting shares, having a par value of ten eurocents (EUR 0.10) each (the “**non-voting shares**”, together with the ordinary shares, the “**shares**”).

The non-voting shares (i) shall be entitled to receive, out of the net profits of the Company, a preferred dividend per non-voting share amounting to six point nine percent (6.90 %) of the subscription price of the non-voting share, the remainder of such net profits to be shared between all the shares issued by the Company (excluding the non-voting shares), (ii) carry a right to reimbursement of the contribution (including any premium paid) corresponding to the non-voting shares on a preferential basis out of the net proceeds of the liquidation and (iii) be entitled to receive a preferential liquidation dividend amounting to six point nine percent (6.90 %) of the par value of the non-voting shares in case of dissolution and liquidation of the Company.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which the law prescribes the registered form. The non-voting shares may be converted into ordinary shares in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “**LCA**”).

The corporation’s shares may be created, at the owner’s option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The Company may establish a share premium account (the “**Share Premium Account**”) into which any premium paid on any share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the General Meeting of the shareholders subject to the LCA and these articles of association.



The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing new shares or other securities in consideration for such contributions and may credit them to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the General Meeting of the shareholders subject to the LCA and these articles of association. For the avoidance of doubt, any such decision may, but do not need to, allocate any amount contributed to the contributor.

5.2. Authorised capital

In addition to the issued and subscribed corporate capital of nine hundred seventy-three million eight hundred seventy-two thousand two hundred sixty-one euro (EUR 973,872,261.-), the Company has also an authorised, but unissued and unsubscribed share capital set at four billion nine hundred seventy-five million euro (EUR 4,975,000,000.-) consisting of up to thirty-nine billion seven hundred fifty million (39,750,000,000) new ordinary shares and up to ten billion (10,000,000,000) new non-voting shares in addition to the shares currently outstanding (the “**Authorised Capital**”).

The Board of Directors is authorized and empowered within the limits of the Authorised Capital to (i) realize any increase of the share capital or equity of the Company with or without the issuance of new shares it being understood that the Board of Directors is authorized to issue such new shares (either ordinary or non-voting shares) in one or several issues and (ii) issue bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares (either ordinary or non-voting shares) and to issue new shares further to the conversion or exercise of the above mentioned instruments, it being understood that (a) if such instruments are issued before or during the period set forth in the paragraph below, the new shares (either ordinary or non-voting shares) upon the conversion or exercise of such instruments may be issued after the expiry of said period and (b) the Board of Directors is authorized to issue such new shares (either ordinary or non-voting shares) in one or several issues. For the avoidance of doubt, any increase of the share capital or equity of the Company, as well as any issue of bonds, preferred equity certificates, warrants, options or other instruments convertible, exchangeable or exercisable into new shares decided by the Board of Directors prior to 1st March 2018 under the former authorised share capital of the Company but not realized, converted or exercised at this date remains validly approved and can be realized, issued, converted or exercised under this new Authorised Capital.



Such authorisation conferred to the Board of Directors will expire five (5) years after the date of the general meeting of shareholders held on 1st March 2018 and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions, it being understood that the Board of Directors can proceed to an increase of share capital or issue of the above mentioned instruments as of the date of the general meeting of shareholders held on 1st March 2018.

The new shares (either ordinary or non-voting shares) and the instruments to be issued in accordance with the above provisions may be paid up through contributions in cash or in kind, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, including in the three latter cases in favour of new shareholders. The new shares (either ordinary or non-voting shares) to be issued in accordance with the provisions of this article 5 may be issued with or without share premium, it being understood that (i) such shares shall not be issued at a price below the par value and

(ii) if the consideration payable to the Company for such newly issued shares exceeds their accounting par value, the excess is to be treated as share premium in respect of such shares in the books of the Company.

The Board of Directors is specially authorised to issue such new shares (either ordinary or non-voting shares) and, where applicable, the instruments to be issued in accordance with the provisions of this article 5 without reserving (i.e. by cancelling or limiting) for the existing shareholders the preferential right to subscribe for such shares and instruments.

The Board of Directors is authorised to determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new shares (referred to in this article 5) and, if applicable, the duration, amortization, other rights (including early repayment), interest rates, conversions rates and exchange rates of the aforesaid instruments (referred to in this article 5) as well as all the other conditions and terms of such instruments including as to their subscription, issue and payment.

The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this article 5 of the present articles of association in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the LCA. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions, conversions or exchanges



and receiving payment for shares, bonds, preferred equity certificates, warrants, options or instruments and to do all things necessary to amend article 5 of the present articles of association in order to record the change of issued and authorised share capital following any increase pursuant to the present article.

5.3. Redemption of its own shares

The Company may acquire its own shares, either on its own, or through a company in which the Company holds directly the majority of the voting rights, or through a person acting in its own name but for the account of the Company, subject to the conditions of the LCA.

5.4. Beneficiary Shares

The Company has issued zero (0) beneficiary shares (*parts bénéficiaires*) without any voting rights and being under registered form only, each beneficiary share entitling its holder to receive, subject to the existence of distributable amounts at the level of the Company within the meaning of the LCA and the decision of the general meeting of the shareholders to operate a dividend distribution to the holders of the beneficiary shares, a dividend per beneficiary share amounting to six point nine percent (6.90 %) of the issue price of each of the beneficiary shares per financial year of the Company (the “**beneficiary shares**”). The beneficiary shares are not part of the share capital of the Company. The Board of Directors is authorised to create and issue up to ten billion (10,000,000,000) beneficiary shares, to be paid up by contribution in cash, in kind or in services. The Board of Directors is vested with all powers to further determine and set their respective issue documentation. The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend this article 5.4 of the present articles of association in order to record the change of beneficiary shares in issue following any issuance pursuant to the present article. The Board of Directors is empowered to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the LCA. Furthermore, the Board of Directors may delegate to any duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for beneficiary shares, and to do all things necessary to amend article 5 of the present articles of association in order to record the change of issued beneficiary shares following any issuance pursuant to the present article.

Administration - Supervision

ARTICLE 6: The Company is managed by a board of directors (the “**Board of Directors**” or the “**Board**”) appointed as a collegiate body by the general meeting of shareholders in accordance with the provisions set out thereafter. The members of the Board



of Directors (each a “**Director**” or a “**Board Member**”) may but do not need to be shareholders.

The Board of Directors shall be composed of the number of members determined by the general meeting of the shareholders, and shall amount to at least three (3) members.

The Directors are elected by the general meeting of shareholders for a period of maximum six (6) years. Any Director may be removed with or without cause (ad nutum) by a general meeting of shareholders resolving at the simple majority of the votes cast.

Directors are eligible for re-election. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may proceed to the co-optation of a new Director in replacement of such vacancy.

ARTICLE 7: The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present articles of association are within the competence of the board of directors.

ARTICLE 8: The Board of Directors may designate at the time of each meeting one of its members who shall preside over that Board meeting.

Meetings of the Board of Directors may be convened by any Director. The Board of Directors may validly debate and take decisions at a Board meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Directors have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board meeting, in person or by an authorised representative. The Board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between Directors, which may be given by letter, telegram, telex, telefax, email, electronic signature or any other secured means, being permitted. In case of emergency, Directors may vote by letter, telegram, telex, telefax, email, electronic signature or any other secured means.

Resolutions shall require a majority vote. In the case of an equality of votes, the chairman of the meeting (if designated) will have a second or casting vote.

Resolutions signed by all the members of the Board of Directors shall be just as valid and enforceable as those taken at the time of a duly convened and held meeting of the Board of Directors.



A Director or his Director's representative may validly participate in a Board meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Director. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. All business transacted in this way by the Directors shall, for the purposes of these articles of association, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the registered office of the Company.

The minutes of a Board meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board meeting may be certified by any Director present at the meeting.

ARTICLE 9: The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, corporation's directors, chief operating officers, chief executive officers, managers or other officers; they need not to be shareholders of the corporation.

The first managing director(s) may however be appointed by the general meeting of shareholders.

ARTICLE 10: The corporation is committed either by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of a delegate of the board.

ARTICLE 11: The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed ad nutum and by resolution of the general meeting adopted by a simple majority. Such auditors are not required in case one or more independent auditors (*réviseur(s) d'entreprises agréé(s)*) are appointed by a general meeting of the shareholders. Such independent auditor(s) may only be removed for cause in accordance with Luxembourg law or with the independent auditors' approval.



Fiscal year - General meeting

ARTICLE 12: The corporation's financial year shall begin on the first of January and shall end on the thirty-first of December.

ARTICLE 13:

13.1 The general meeting of shareholders (the “**General Meeting**”) has the most extensive powers to do or ratify all and any acts of interest to the Company.

Any General Meeting of shareholders shall be chaired by a president, who shall be appointed by the Board of Directors of the Company.

Appointments in General Meetings are decided and decisions are taken in accordance with ordinary rules governing debating meetings; minutes of the meetings shall be signed by the members of the bureau and by such shareholders as may request to do so; copies intended for issue to third parties shall be certified true to the original in the event that the deliberations of the meeting have been drawn by notary deed, by the notary keeping minutes considered, otherwise by the president of the General Meeting, such persons to be liable for any damages that may result from their certificate.

13.2 The Board of Directors as well as the statutory auditors may convene any General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month if shareholders representing one-tenth of the capital so require in writing with an indication of the agenda.

One or more shareholders representing at least five per cent of the share capital has the right to (i) put one or more items on the agenda of any General Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of a General Meeting. Such requests must:

- be in writing and sent to the Company by post or electronic means to the address provided in the Convening Notice (as defined below) and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the General Meeting;
- include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests;
- be received by the Company at least twenty-two (22) days before the date of the relevant General Meeting.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within (forty-eight) 48 hours from receipt. The Company shall prepare a revised agenda including such



additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the relevant General Meeting. Convening notices for every General Meeting (the “**Convening Notice**”) shall be published at least thirty (30) days before the date of the General Meeting in:

- the Luxembourg official gazette (*Recueil électronique des sociétés et associations*) (the “**Official Gazette**”) and in a Luxembourg newspaper; and
- in such media which may reasonably be expected to be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which are accessible rapidly and on a non-discriminatory basis (the “**EEA Publication**”).

If the required quorum for the General Meeting is not met on the date of the first convened General Meeting, another meeting may be convened by publishing the Convening Notice in the Official Gazette, a Luxembourg newspaper and the EEA Publication seventeen (17) days prior to the date of the reconvened meeting provided that (i) the first General Meeting was properly convened in accordance with the provisions above; and (ii) no new item has been added to the agenda.

The Convening Notice is sent within the thirty (30) day, or seventeen (17) day period, as applicable, referred to here above, to registered shareholders, the members of the Board and the approved independent auditors (*réviseurs d'entreprises agréés*) (the “**Addressees**”). This communication shall be sent by letter to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) have expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

Where all the shares are in registered form and represent the entire share capital, the Convening Notice can be sent only by registered letters to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) has expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

If all the shareholders are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

13.3 For a continuous period from the date of publication of the Convening Notice of the General Meeting and including the date of the General Meeting, the Company must make



available to its shareholders on its website the following information:

- the Convening Notice;
- the total number of shares and the voting rights as at the date of the Convening Notice including separate totals for each class of shares when the Company's capital is divided into two or more classes of shares;
- the documents to be submitted to the General Meeting;
- the draft resolutions of the General Meeting or where no such resolutions are proposed to be adopted, a comment from a member of the Board for each item on the proposed agenda of the General Meeting. Any draft resolution(s) submitted by shareholder(s) shall be added to the website as soon as possible after the Company has received them; and
- the forms to be used to vote by proxy and to vote by correspondence, unless such forms are sent directly to each shareholder. Where the forms cannot be made available on the website for technical reasons, the Company shall indicate on its website how the forms can be obtained on paper. In this case the Company shall be required to send the forms by post and free of charge to every shareholder who so requests.

13.4 Notwithstanding any provision to the contrary in the Company's articles of association, any shareholder may take part in the deliberations with a number of votes equal to the number of shares held by him, without limitation, being understood however that the holders of non-voting shares shall only be entitled to vote in the specific cases foreseen by the LCA. Save where they have voting rights, no account shall be taken of non-voting shares in determining the conditions as to quorum and majority at General Meetings. Each share is entitled to one (1) vote.

Except as otherwise required by law or by the present articles of association, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented, without any quorum requirement. For the avoidance of doubt, votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Every shareholder shall have the right to ask questions related to items on the agenda of the General Meeting. The Company shall answer questions put to it by shareholders subject to measures which it may take to ensure the identification of shareholders, the good order of general meetings and their preparation and the protection of confidentiality and the Company's business interests. The Company may provide one overall answer to questions having the same



content. Where the relevant information is available on the website of the Company in a question and answer format, the Company shall be deemed to have answered the questions asked by referring to the website.

The shareholders have also, upon the publication of the Convening Notice, the faculty to ask questions in writing relating to the items of the agenda of the General Meeting, which will be answered during the General Meeting. These questions may be addressed to the Company by electronic means to the internet address indicated in the Convening Notice to the General Meeting. All the questions must be received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting.

13.5 Notwithstanding any provision to the contrary, any shareholder may in abidance with statutory rules vote in person or through a proxy. A shareholder may act at any General Meeting by appointing any other natural or legal person who need not be a shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed. Such proxy shall enjoy the same rights to speak and ask questions during the General Meeting as those to which the shareholder thus represented would be entitled. All the proxies must be received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting unless the Board of Directors fixes a shorter period. A person acting as proxy may represent more than one shareholder. The appointed proxy shall act in compliance with article 8 of the law of 24 May 2011 on the exercise of certain rights of shareholders in general meetings of listed companies.

13.6 Any shareholder may also cast its vote by correspondence at any General Meeting through a voting form (the “**Voting Form**”) to be sent back to the Company by post or electronic means.

The Board of Directors shall take any necessary measures to control the qualification as shareholder and the identification of shareholders.

The Voting Form shall contain at least the following information:

- indicate precisely the name or corporate denomination of the shareholder, as well as its personal address or the address of its registered office;
- indicate the number of votes that the shareholder would like to cast at the General Meeting, as well as the direction of such vote or the abstention;
- indicate the form of the shares held by the shareholder in the Company;
- contain the agenda of the General Meeting as well as the draft resolutions of such



General Meeting;

- indicate the deadline by which the Voting Form must be returned to the Company;
- contain the signature of the shareholder, either in original or in electronic form complying with Luxembourg law requirements.

The Board of Directors may determine any other information that must be contained in the Voting Form. Voting Forms which indicate neither the direction of a vote nor an abstention are void.

In case amendments are made during the General Meeting on proposed resolutions for which a vote has been expressed in the Voting Form, such vote shall be deemed as void.

For the calculation of the quorum, only those Voting Forms shall be taken into account which have been received by the Company no later than the day preceding the fifth (5th) business day before the General Meeting unless the Board of Directors fixes a shorter period.

13.7 The rights of a shareholder to participate in a General Meeting and to vote in respect of any of his shares are not subject to any requirement that his shares be deposited with, or transferred to, or registered in the name of, another natural or legal person before the General Meeting.

The rights of a shareholder to sell or otherwise transfer his shares during the period between the Record Date (as defined below) and the General Meeting to which it applies are not subject to any restriction to which they are not subject to at other times.

The right of a shareholder to participate in a General Meeting and exercise voting rights attached to its shares are determined by reference to the number of shares held by such shareholder at midnight (00:00) on the day falling fourteen (14) days before the date of the General Meeting (the “**Record Date**”). Each shareholder shall, on or before the Record Date, indicate to the Company its intention to participate at the General Meeting. The Company determines the manner in which this declaration is made. For each shareholder who indicates his intention to participate in the General Meeting, the Company records his name or corporate denomination and address or registered office, the number of shares held by him on the Record Date and a description of the documents establishing the holding of shares on that date.

Proof of the qualification as a shareholder may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of shareholders and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.



The Board of Directors may determine any other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any General Meeting in person or in proxy or by correspondence.

13.8 The Board of Directors is empowered to forthwith postpone the General Meeting by a period of four weeks. It shall in any event do so whenever requested by shareholders holding at least one tenth of the corporate capital. Such postponement, which also applies to a General Meeting convened for the purpose of modifying the articles of association, shall cancel any decision taken. The second meeting shall be empowered to decide finally subject to, in the case of a modification of the articles of association, the conditions of quorum required by Article 13.10 of the articles of association are duly fulfilled.

In the event that the Ordinary General Meeting which postponement has been decided has been convened on the same date as a General Meeting called to modify the articles of association, and the latter fails to reach a quorum, the postponement of the first meeting may be postponed to a date that is sufficiently far in time to allow for the convening of both meetings anew, for the same date, although the postponement period may not exceed six weeks.

The exercise of the voting right attaching to a share on which payments have not been made shall be suspended as long as those installments, called and payable on a regular basis, have not been made.

13.9 Within fifteen (15) days following the date of the General Meeting, the Company shall publish on its website the results of the votes passed at the General Meeting, including the number of shares for which votes have been validly cast and the proportion of capital represented by such validly cast votes, the total number of votes validly cast, the number of votes cast for and against each resolution and, where applicable, the number of abstentions. Unless otherwise required by law and save for the exceptions set forth in the present articles of association, provisions of this article 13.9 shall apply to any General Meeting of the shareholders of the Company, including notably any annual General Meeting or Extraordinary General Meeting.

13.10 The extraordinary general meeting, debating as defined below, may modify the articles of association in all their provisions (the “**Extraordinary General Meeting**”). The increase in the commitments of the shareholders however may only be decided with the unanimous approval of the shareholders.



The Extraordinary General Meeting may deliberate validly only if one half at least of the corporate capital is represented and if the agenda of the meeting includes the statutory changes considered, and as the case may be the wording of those bearing on the corporate purpose or legal form of the Company. In the event that the first of the above conditions is not fulfilled, a second meeting may be convened in accordance with the provisions of article 13.2 above provided that (i) the first Extraordinary General Meeting was properly convened in accordance with the provisions of Article 13; and (ii) the agenda for the reconvened meeting does not include any new item. Such Convening Notice shall give the agenda of the meeting, inclusive of the date and outcome of the previous meeting. The second meeting shall deliberate validly whatever the part of the corporate capital represented thereat. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of two-thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

ARTICLE 14: A shareholder who acquires or disposes of shares of the Company shall notify the Company the proportion of voting rights held as a result of the relevant acquisition or disposal, where that proportion reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50% and 66 2/3% within the delays imposed under the law of 11 January 2008 on transparency requirements in relation to information about issuers whose securities are admitted to trading on a regulated market, as amended, (the “**Transparency Law**”). In case of default of notification by the shareholder of the Company, the exercise of voting rights relating to the shares exceeding the fraction that should have been notified under the Transparency Law to the Company is suspended. The suspension of the exercise of voting rights is lifted the moment the shareholder makes the notification provided for in the Transparency Law.

For the purposes of the abovementioned notification, voting rights are calculated on the basis of the entirety of the shares to which voting rights are attached even if the exercise of such voting rights is suspended.

ARTICLE 15: The general meeting of the corporation properly constituted represents the entire body of the shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

ARTICLE 16: The general meeting shall determine the appropriation and distribution of net profits.



The board of directors is authorized to pay interim dividends.

ARTICLE 17: The annual General Meeting shall meet in Luxembourg at the registered office of the Company or at any other location in the Grand Duchy of Luxembourg to be indicated in the relevant convening notice.

ARTICLE 18: The Law of August 10, 1915, on Commercial Companies, as amended,